



Mardi 12 Mai de 18h à 22h30

salle de la Bourse du Travail de Saint-Ouen 30 rue Ambroise Croizat
(c'est à 5mn à pied derrière la Mairie) - M° ligne 13 station Mairie de Saint-Ouen.

Communauté et citoyenneté

Qu'est ce qui fait communauté?

La question nous interpelle d'avantage, face aux circonstances de l'horrible assassinat des dix-sept personnes perpétré le 7 janvier. Comment en est-on arrivé là? Quelle réflexion, quelle attention porter à une société désarticulée où une catégorie de la population est souvent victime de la ségrégation sociale et spatiale.

Quelles solutions face aux tensions persistantes dans la société qui s'expriment à travers des paroles imprégnées de racisme, d'antisémitisme, d'intolérance religieuse, de sexisme?

En réponse, la droite et l'extrême droite pratiquent sans discontinuer une violence symbolique dans une rhétorique qui s'attaque aux précaires, aux pauvres aux minorités dites visibles.

Dans sa réaction, le pouvoir politique dominant prône l'homogénéité, l'unité nationale, le renforcement de la sécurité, la laïcité, les valeurs républicaines : liberté, égalité.

Qu'est-ce que la liberté sans la mise à plat des inégalités d'ordre social, économique, devant la culture, qui marquent notre société. L'égalité et la liberté réelle, les droits de la personne humaine, sont la condition de l'émancipation politique de la religion, de l'émancipation humaine de la libération.

Qu'est-ce qu'une communauté ?

Communauté désigne l'appartenance à une collectivité, à un groupe organique fondée sur des habitudes, des caractères communs, sur l'idée d'un destin commun.

A l'opposé les liens dits d'appartenance à une communauté ethnique, à une communauté religieuse, une communauté de sexe sont considérés comme l'expression du communautarisme. En terme générique, c'est l'appartenance à un groupe, une collectivité, qui porte la revendication de statuts et de droits spécifiques. Certaines couches de la population française et immigrée sont désignées comme tels.

Précisons que ces populations marginalisées, victimes de chômage chronique,

exclues, revendiquent une reconnaissance, la participation aux valeurs communes, un partage des biens communs. Sans débouché la solution peut être la quête religieuse, le sectarisme, l'intégrisme, la violence.

L'Etat nation, l'Etat-souverain peut-il envisager la perspective du commun?

Dans la République constituée, l'Etat se porte garant de la communauté nationale, du droit du sol, des droits de l'homme, sur les communes, les départements, les administrations. Il est aussi dépositaire de l'identité nationale, de la citoyenneté nationale.

C'est dire que l'Etat-nation participe de l'organisation rationnelle des inégalités!

Le détournement opéré à travers la régulation de la compétitivité, la presque privatisation de l'état, pousse-t-il à cela? Comment envisager autrement la rupture à l'assignation identitaire, la redéfinition de la citoyenneté. La question de l'autonomie du citoyen, celle de l'émancipation humaine, de la libération pour réaliser la communauté humaine reste posée.